

Les élections aux chambres d'agriculture 2019

Un des changements notable dans les récentes élections aux Chambres consulaires agricoles, outre la possibilité du vote électronique, était la modification du mode de scrutin pour les collèges des chefs d'exploitation et des salariés avec attribution de 50 % des sièges à la liste arrivée en tête. Cette prime aux vainqueurs a favorisé le syndicat majoritaire bicéphale, FNSEA-Jeunes agriculteurs, qui a bénéficié de ces nouvelles dispositions et assoit ainsi sa suprématie.

Ces dernières élections n'ont pas changé la donne. La Coordination Rurale et la Confédération Paysanne voient leurs scores légèrement progresser de 1 à 2 points¹, alors que le MODEF, proche du parti communiste passe en-dessous des 2 %.

Entre les élections de 2013 et 2019, on compte plus de 10 % d'exploitations en moins² et, comme dans le milieu ouvrier, on constate une désaffection récurrente pour le vote des représentants professionnels, avec cette année une participation seulement de 46,4% contre 54,4 % aux précédentes élections.

Bien que de plus en plus de consommateurs soient sensibles à une agriculture saine et favorables à l'achat local ou au bien-être animal, la présence d'un syndicat progressiste et réformiste, comme la Confédération Paysanne, ne fait guère d'émules chez les paysans eux-mêmes. L'isolement des chefs d'exploitation, le faible revenu en agriculture avec des marchés instables, des cultures subissant les aléas climatiques peuvent expliquer un vote conservateur vers le syndicat majoritaire, lui-même peu enclin à s'intéresser au réchauffement climatique et à l'écologie.

Mais cette situation marque aussi le fossé d'incompréhension qu'il peut y avoir entre les consommateurs sensibles à une agriculture s'intéressant aux écosystèmes et à l'environnement et des cultivateurs trop souvent encore sous le joug lobbyiste des industries de la chimie. Le mouvement « Nous voulons des coquelicots »³ qui s'intéresse à une autre agriculture rencontre trop peu d'échos chez les agriculteurs.

Comment rapprocher les paysans des citoyens avec une agriculture plus rémunératrice mais aussi qui peut répondre aux attentes des consommateurs à la recherche d'une nourriture saine et s'intéressant aussi au respect de la biodiversité ? Il revient aux pouvoirs politiques et institutionnels d'accompagner réellement, tant au niveau local qu'au niveau européen, une agriculture d'avenir qui réponde à la fois aux besoins qualitatifs et quantitatifs de la consommation mais aussi actrice dans les enjeux climatiques et environnementaux.

¹ Source Terre-Net Média du 8 Mars 2019

² Source Agreste : En 2016, la France métropolitaine compte un peu moins de 440 000 exploitations agricoles, soit 11 % de moins qu'en 2010 lors de leur dernier recensement

³ Ce mouvement a lancé le 12 septembre 2018 un appel pour l'interdiction de tous les pesticides et a réuni à ce jour près de 500 000 signatures